



**Les avocats, André Michel et Newton St Juste, farouches opposants au pouvoir en place, ont dressé un bilan très négatif des trois premières années de Michel Martelly à la tête du pays. Durant ses trois ans au pouvoir, le régime actuel ne fait que s'enrichir sans tenir compte de la misère de la population, ont dénoncé les avocats militants.**

Selon Me Newton St Juste, l'administration Martelly-Lamothe n'a pas honoré aucun de ses engagements dans le cadre du "programme 5E "tant prôné par le gouvernement.

Du point de vue environnemental, le gouvernement n'a rien entrepris comme programme de sensibilisation sur les risques sismiques alors que le pays est très vulnérable. Selon lui, l'administration Martelly-Lamothe n'a développé concrètement aucun programme d'eau, d'hygiène et d'assainissement au profit de la population.

«Le programme de l'éducation du gouvernement est utilisé comme instrument de propagande et de corruption », a dénoncé Me St Juste. Plus de 1300 écoles ont été détruites lors du séisme du 12 janvier, alors que le gouvernement n'est pas en mesure de communiquer le nombre d'écoles construites durant ses trois ans au pouvoir, a-t-il insisté.

En ce qui attrait aux programmes de l'énergie, l'emploi, et l'Etat de droit, le régime en place n'a pas encore atterri, a déploré l'avocat de l'opposition.

Par ailleurs, selon l'avocat André Michel, trois éléments principaux ont caractérisé le bilan du pouvoir en place. Il s'agit, selon Me Michel, de l'accélération du processus de dépendance du pays vis-à-vis de la communauté internationale, l'affaiblissement des institutions républicaines, et l'accélération de la fracture sociale.

Pour Me André Michel, c'est la première dans l'histoire du pays que l'Etat est aussi faible aussi dépendant par rapport à l'international.

L'avocat a, notamment évoqué l'incapacité du gouvernement à défendre les victimes du cholera en dépit de nombreuses recherches scientifiques révélant que les soldats casques bleus népalais cantonnés à Mirebalais sont les responsables de l'introduction de l'épidémie dans le pays.

Selon Me Michel, les nombreux scandales de corruption dans lesquelles les noms du président et de ses proches sont cités, consistent à affaiblir les institutions républicaines. "Ce pouvoir tant décrié n'inspire pas confiance à la population", selon Me Michel.

Le gouvernement en place n'a rien fait pour améliorer le sort de la population, mais travaille pour l'enrichissement d'un petit groupe, croit l'avocat militant. Cette situation, dit-il, accélère la fracture sociale dans le pays.

Me André Michel invite donc les différents secteurs de la société à gagner les rues le 14 mai en vue d'obtenir le départ du pouvoir actuel pour l'organisation des élections générale dans le pays.